

Lettre ouverte de la Jeunesse, par la Jeunesse, pour la Jeunesse

« Personne, aucune puissance, aucun être humain, n'a le droit d'énoncer envers moi des exigences telles que mon désir de vivre vienne à s'étioler [...]. Car, tant que je ne me laisse pas écraser par le nombre, je suis moi aussi une puissance. Et mon pouvoir est redoutable. »

Stig Dagerman

Je ne suis membre d'aucun parti, d'aucune association, je ne suis *que* citoyen. Mais si je m'adresse à la Jeunesse, c'est de plein droit : je la connais, je la côtoie, j'en fais partie et je l'admire. C'est en son nom que je voudrais parler. C'est avec elle et pour elle que je veux discuter du futur que nous partagerons. Je le fais en tant que jeune citoyen français, mais je voudrais pouvoir m'exprimer, au-delà de toute barrière d'âge et de toute frontière, en citoyen du monde.

Nous sommes le moteur des révolutions

Je sais notre inexpérience et notre malléabilité, je sais notre capacité à nous égarer, à renouveler les erreurs du passé. Je sais à quel point nous sommes influençables ; d'autant plus que nous sommes précaires, d'autant plus que nous sommes fragiles. Mais notre énergie, notre grande force résident précisément dans nos faiblesses : sans expérience, nous sommes plus aptes à nous libérer des préjugés ; sans certitude, nous sommes capables d'innovation ; instables, nous avons cet avantage décisif de pouvoir nous mettre en mouvement sans prévenir et de tout emporter avec nous dans un formidable élan vers l'avenir.

C'est à nous de réaliser aujourd'hui les changements que nous espérons, car nous sommes le moteur des innovations et des révolutions. C'est à nous de marcher vers le lendemain, dans l'incertitude du devenir, mais avec espoir et détermination. J'aimerais pouvoir parler en notre nom à tous, mais ce serait une tâche impossible : nous sommes une masse inouïe d'individualités, multiple, foisonnante. Pourvu que nombre d'entre nous se reconnaissent dans mes propos, y réagissent, et m'enrichissent en retour de leurs contradictions. Voilà tout ce que je souhaite. Si je parviens à être entendu par la Jeunesse, je souhaite aussi que chacun s'y retrouve

pour en avoir un jour fait partie.

Un changement de société s'impose

Tous les indices sont aujourd'hui rassemblés pour nous indiquer qu'un changement de paradigme est en cours. Un changement de société s'impose : nous le voyons chaque jour autour de nous, dans notre quotidien. Nous le comprenons dans les médias, nous le lisons dans les événements qui ébranlent le monde, la matière, les peuples et les gouvernements.

Notre désespoir et nos inquiétudes, nos égarements, le désintérêt que nous affichons parfois pour la chose publique, tout cela, ne l'imputez pas à notre jeune âge : demandez-vous plutôt si notre mal-être, l'échec scolaire, les difficultés d'insertion sociale et professionnelle, le chômage, la violence, la dépression et le suicide ne sont pas symptomatiques d'un mal plus profond, un mal qui serait à la racine de notre modèle de société.

Ce mal a un *nom* et un *visage*, n'en déplaise à certains, qui craignent peut-être de le regarder en face de peur d'y trouver leur propre reflet et de s'y reconnaître. Je le nomme sans tabou : ce mal, c'est la corruption des principes fondamentaux de la République, c'est l'effondrement de la démocratie face au pouvoir croissant de la finance. Et la Finance aussi a un nom : c'est le *Marché*. Elle a surtout une foule de visages impersonnels : bourses, banques, financiers, multinationales, lobbies... et si tous se ressemblent et arborent la même grimace, c'est que tous se cachent derrière le même masque : celui de la social-démocratie occidentale. L'ennemi de la République et de la démocratie avance donc à découvert. À la vérité, nous le savions depuis longtemps, mais nous avons trop longtemps laissé faire. Il n'en est plus question.

Message à nos dirigeants :

Mesdames, Messieurs, occupants ou candidats à de hautes fonctions d'État, dans de nombreux pays d'Europe et du monde, je vous juge maintenant avec toute l'impétuosité de la jeunesse : vous n'êtes plus *dignes* de votre fonction si vous laissez ou placez des nations souveraines sous le contrôle de la finance ! Comment pouvez-vous vous ridiculiser de la sorte, faire des courbettes élégantes devant l'opinion publique, pour ployer ensuite franchement le genou jusqu'à terre, et abdiquer, capituler

sans résister une seconde à la finance ? C'est vous-mêmes qui, en refusant de lui résister, par votre silence ou votre inaction, lui accordez ce pouvoir dont elle abuse. Vous lui avez accordé la possibilité de monter sur ce trône illégitime, et c'est vous maintenant qui travaillez à l'y maintenir au prix des efforts, de la liberté, du sang et des larmes du peuple. Rendez-vous compte que votre attitude est *indigne* des fonctions qui sont les vôtres quand, prétendant agir au nom de l'État, au nom du peuple souverain d'une nation entière, au nom de ses citoyens, vous prenez, *en leur nom*, sans prendre la peine de les consulter (ou pire, en les ignorant !) des mesures graves, aux conséquences lourdes et durables. Cela, en France, sous prétexte d'un vote quinquennal, alors que le principe constitutionnel de la République Française veut qu'elle soit un « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » ! Prenez-en conscience et agissez en conséquence, ou disparaissez ! Vous avez besoin de nous pour exister, nous n'avons pas besoin de vous pour vivre.

« Je ne voterai plus pour vous »

Mesdames, Messieurs, qui vous soumettez à la Finance, je ne voterai plus pour vous !

Je ne voterai pas pour vous. Je fais table rase de mes convictions passées, de mes préjugés, parce qu'en dépit de toute appartenance partisane, je veux voter selon ma seule conscience ! Je ne voterai pas pour vous parce que vous n'en êtes pas dignes. Je ne voterai pas pour vous, car je veux à tout prix conserver ma liberté de choisir le monde dans lequel je vais vivre, et celui que je vais léguer à ceux qui viendront après moi.

Je ne voterai pas pour vous qui vous soumettez à la Finance, car je crois qu'au lieu de la concurrence et des échanges marchands, au lieu de la cupidité et de la volonté de puissance, ce sont l'éducation, le savoir, la créativité, et par-dessus tout l'aspiration de l'Homme à la paix et au bonheur qui doivent, au-dessus de tout, rester **libres, et non faussés** !

Je ne voterai pas pour vous car je souhaite pour nous tous et pour tous ceux qui nous suivront dans l'aventure humaine construire un autre modèle de société que celui dans lequel j'ai grandi. Car trop d'entre nous sont victimes d'une idéologie qui, au nom de la « liberté », bride la créativité, écrase les cultures et altère notre désir de vivre. En vertu de quoi le

Marché - invention récente dans l'histoire de l'humanité - demeurerait-il maître du monde, des nations et des peuples ? Pourquoi et dans l'intérêt de qui devrait-il être placé au-dessus de tout et de chacun, comme une cage opaque, et de quel droit serions-nous maintenus dans cette caverne d'où nous ne voyons que l'ombre du monde *véritable*, l'ombre d'une démocratie *réelle*, porteuse et protectrice des libertés fondamentales de l'Homme ?

Je ne voterai pas pour vous car je veux pouvoir penser totalement par moi-même, jusqu'aux limites de ma conscience et de mon esprit, et pas seulement dans le carcan du Capital. Je ne voterai pas pour vous, car je veux que nous puissions vivre *libres et égaux*, tels que nous naissons : en tant qu'individus singuliers, uniques, tous différents mais semblables. Cela, quelle que soit la culture dont nous héritons par la naissance ou l'éducation. Et je proclame qu'il nous faut pour cela élire la Fraternité comme la première de nos valeurs. Elle seule n'a pas été retenue par le système libéral, pour une bonne raison : il repose sur son contraire, la *concurrence libre*, et non faussée !

Réaffirmer les valeurs républicaines : Fraternité, Égalité, Liberté.

Nous ne voterons pas pour vous car nous voulons replacer au cœur des valeurs de la République, non pas l'individu mais la *collectivité*, en vertu de la **Fraternité** : quand la richesse d'un pays n'a jamais été aussi grande, on doit attendre de lui qu'il en fasse profiter le plus grand nombre, et que chacun avec lui soit solidaire des démunis. Les ravages de l'individualisme sont incontestables et il nous appartient d'y mettre un terme, dès aujourd'hui.

Nous ne voterons pas pour vous car nous voulons servir non pas le capital, mais la société, en vertu de l'**Égalité** : de quel droit quelques-uns continueraient-ils à tirer la plus grosse part sinon l'ensemble des bénéfices du travail de tous ? Chacun sait quelle part infime de la population du globe profite de la crise actuelle, tandis que la majorité survit avec de maigres moyens, et qu'une grande partie de l'Humanité continue de mourir de faim. Nous voulons replacer l'Homme au cœur de l'humanité, c'est pourquoi il faut d'abord en chasser la Finance !

Nous ne voterons pas pour vous car nous voulons revaloriser non pas le

profit, mais le travail, en vertu de la **Liberté** : quand la production est asservie aux caprices des actionnaires, le travailleur voit son œuvre se dissoudre dans la masse immatérielle du Capital, et s'évanouir bientôt dans des paradis dont il ne verra jamais la couleur. Cela est intolérable. Aucun être humain ne devrait être asservi à son travail ou à son employeur au point que sa vie en pâtisse.

Du monde de la Finance à celui de l'Homme.

Ce monde est accessible : il nous suffit pour l'apercevoir de regarder au-delà des œillères qui entravent notre vision. Libérés de l'individualisme aveuglant et de la cécité mercantile, ne voyons nous pas immédiatement que la spiritualité, la science, l'art, l'amour, la compassion, et tant d'autres valeurs nobles valent chacune cent fois, mille fois celles qui dirigent aujourd'hui notre vie ? La compétitivité, le profit, la marchandisation... sont-ce bien là les valeurs que nous voulons promouvoir, que nous voulons porter et transmettre, et sur lesquelles nous voulons fonder le vingt-et-unième siècle ?

En vertu de quel principe devrait-on accepter que l'économie gouverne non seulement nos existences, mais contrôle également nos désirs et nos peurs, jusqu'à nous dicter nos choix ? Le libéralisme et la publicité, dont le but commun se résume aujourd'hui à maintenir l'équilibre précaire du système financier, ne nous laissent pour toute *liberté* que le choix de la marchandise à consommer et celui du produit à vendre. Est-ce au nom de cette liberté-là que nous avons renversé la Monarchie, traversé la Terreur, subi la Guerre et l'Occupation ?

Rien ne devrait nous empêcher de voir plus loin que ce prisme idéologique, et ceux qui nous accuseront de n'être que des *utopistes* sont ceux-là mêmes qui, dans leur intérêt ou malgré eux, cherchent à nous contraindre à cet asservissement. Eux-mêmes devraient bien se rappeler que le système capitaliste et libéral qu'ils défendent contre vents et marées est né avant toute chose de deux grandes utopies, dont les principes ont été depuis corrompus : la Révolution républicaine, et la philosophie des Lumières. J'en appelle à l'espoir, à l'utopie, et à l'absence de déterminisme en matière d'idées : le changement est possible, il est déjà en marche, car le système capitaliste s'effondre sur lui-même.

L'indignation ne suffit plus

Nous, jeunesse citoyenne du monde, de l'Europe, jeunesse française, immigrée, jeunesse à laquelle *l'indignation* ne suffit plus et qui appelle à la *révolte*, voulons démontrer qu'une autre République est possible. Nous voulons prouver que les peuples des démocraties occidentales peuvent se soulever sans verser de sang ni de larmes : en prenant les urnes contre le Marché, comme on a pris par le passé les armes contre la Monarchie.

Nous, jeunes, citoyens, occupants du sol français, pouvons dès aujourd'hui choisir de construire ensemble une nouvelle République. Nous avons le pouvoir de mettre en place une démocratie véritable, qui nous rendra en retour ce qui nous revient de droit : le pouvoir de décision, le pouvoir politique sur notre société et notre économie. Qu'on ne cherche pas à nous faire croire que cela est impossible : les gouvernements sont faits pour se succéder et les institutions pour être changées. Nous, indignés, révoltés, citoyens, peuples souverains à l'intérieur de nos limites, savons tous qu'un changement est possible, et nous affirmons d'une seule voix qu'il est devenu urgent et indispensable.

En définitive, nous refusons l'alternative du vote *contre*, ou *contraint*. Nous ne serons pas des machines électorales. Nous voterons selon nos convictions, pas pour un Homme, mais pour des idées. Pas pour un parti, mais pour une cause. Pas *contre* un système en crise, mais *pour* un autre.

Nous voterons en exerçant notre pleine liberté de citoyens : sans tenir compte du tapage médiatique, sans tenir compte des sondages, que nous savons trompeurs par expérience, sans regarder les fantômes que l'on brandit pour nous faire *peur*, sans écouter les mensonges que l'on profère pour nous séduire.

La révolte est en marche

Mon appel est le suivant : indignons-nous, en premier lieu, et puis **révoltions-nous** ! Prenons pleinement conscience que la Crise n'est pas économique et financière comme on nous le répète sans cesse, mais *sociale et politique*.

Cultivons-nous, alertons-nous, soulevons-nous et prenons les urnes, massivement, chaque fois que l'occasion se présentera — mais n'en restons pas là ! Il nous appartient de mettre également notre énergie et

notre créativité au service d'idées et de causes, de les incarner, de les porter sur le devant de la scène publique et politique, et de ne nous en défaire sous aucun prétexte.

Le vingt-et-unième siècle ne sera pas celui de la ruine ou du désastre, mais celui d'un nouveau modèle de développement social et économique, porté par une forme nouvelle de démocratie, citoyenne, souveraine et exemplaire.

Je souhaite à tous ceux qui se reconnaîtront dans mes propos qu'ils puissent faire de même : reconnaître leurs convictions, les confronter au monde et leur donner un sens. Parce que l'avenir nous appartient à tous, et qu'il appartient à chacun d'entre nous de le faire advenir, j'en appelle à la formation d'une **Assemblée Constituante**.

Pour toutes ces raisons, et plus encore, je voterai pour le candidat du Front de Gauche, **Jean Luc Mélenchon**. Pas pour un homme ni pour un parti, mais pour les idées qu'ils défendent et pour le changement de société qu'ils proposent. Pour la première fois dans ma vie d'électeur, j'irai voter avec conviction et avec enthousiasme : **pour** quelque chose en quoi je crois.

Le 17 février 2012

Max DESPIN,
Étudiant, 22 ans